

ÉDITO

CONTRE L'INTÉRÊT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

Voilà, les élections municipales sont passées mais le cortège de commentaires racistes et haineux et sur une insécurité qualifiée de galopante ne cessent pas pour autant.

Des problématiques sociales, d'éducation, de santé, de paupérisation, il n'est en revanche jamais question.

Ce sont pourtant elles qui, dans tous les sondages, arrivent en tête des préoccupations des français, même pour Cnews.



Seul "petit" problème, elles ne correspondent pas à l'"agenda" et encore moins aux intérêts des milliardaires qui possèdent 90% des grands médias en France.

Alors, plus ou moins ouvertement, les sujets d'actualité sont tout tracés, plus ou moins explicitement, ils sont dictés. Des partis d'extrême droite sont mis en avant, surreprésentés, et des hommes politiques totalement protégés et jamais confrontés à la vie réelle mettent en avant des problématiques sécuritaires en lien avec un fantasmatique grand remplacement. Voilà voilà...

Un muscadin acratopège (on a cherché les déf...) d'origine étrangère se fait le défenseur des "français de souche" et ça passe crème.

Pourtant, pour nous tous, de toutes origines, l'insécurité est surtout financière, sanitaire.

Les problèmes sont simples : comment se loger, manger, se soigner, payer son PQ, son essence et, idéalement, de courtes vacances. Le reste,...

Malgré ça, plus ou moins clairs, tous les programmes d'extrême droite vont à l'encontre des intérêts des travailleurs, qu'ils soient ou non privés d'emploi, qu'ils soient de statut public ou bien régis par le droit privé.

En plus de leur ignoble racisme originel qui présente l'"avantage" supplémentaire de détourner le regard de politiques toujours orientées vers la défense des intérêts des riches (50 000 millionnaires en France ne payent pas d'impôts...), si l'extrême droite arrive au pouvoir, ils pourront aisément :



- continuer à anéantir méthodiquement le droit du travail
- pulvériser les droits sociaux
- ruiner le droit syndical avant d'interdire tous les syndicats
- continuer à individualiser les décisions pour empêcher la constitution de collectifs et soumettre les "réfractaires"...



L'idéologie qu'ils défendent, celle du chef tout-puissant, du leader providentiel et de l'obéissance aux ordres, pose les bases de ce que pourrait redevenir le monde du travail : heureux ou pas, convaincu ou non, épanoui ou usé, tu obéis et tu fermes ta gueule.

Plus de discussion, aucun compromis.

Le chantage à la subsistance à son apogée.

Côté France Travail, une baisse drastique de nos effectifs est déjà prévue pour l'année prochaine ; l'IA se déploie en force et ne va faire qu'accentuer le processus. Si en plus l'extrême droite arrive au pouvoir, il ne nous restera plus rien.

Notre devenir est ainsi clairement affiché par une candidate d'extrême droite à Paris qui veut simplement supprimer France Travail et, de fait, les allocations chômage qui apportent une protection à l'ensemble des travailleurs.

Ne nous y trompons pas, de tous temps l'extrême droite, communautariste, esclavagiste et spoliatrice, s'est également faite défenseur du capital et exploiteur des travailleurs.

L'EXTRÊME-DROITE EST À NOS PORTES, IL NOUS FAUT LA COMBATTRE PAR TOUS LES MOYENS POSSIBLES !

Centralisation des U1 et des DAL transfrontalières

Après avoir déjà engagé la centralisation en 2024 des annexes 1, 2 et 3 – respectivement à Paris pour les journalistes, en Bretagne pour les marins-pêcheurs et en PACA pour les dockers –, la direction générale poursuit aujourd'hui cette même logique en centralisant le traitement des formulaires U1 et des demandes d'allocation frontalières sur la région Grand Est.

D'autres expérimentations sont par ailleurs également engagées comme la centralisation du trop-perçu et de la fraude et une réflexion est en cours sur les dossiers CSP. Cette réorganisation n'est donc qu'une étape supplémentaire dans une logique de centralisation globale et de standardisation du Service Public de l'Emploi, au détriment de la proximité et du savoir-faire des équipes locales.

Nous ne pouvons que craindre que ces projets soient sources de déséquilibre : la spécialisation extrême pour certains agent.es et l'appauvrissement des missions pour les autres.

Réception de l'"Ambassadorat"

Et allez, c'est parti pour une nouvelle offre de "service" : l'"Ambassadorat".

Derrière cette novlangue se cache l'introduction d'une nouvelle start-up privée : "MyJobGlasses", entreprise massivement financée par des fonds publics.

La "Start up Nation" macroniste à son apogée.

MyJobGlasses est censée mettre en relation les personnes en recherche d'emploi/insertion/d'orientation avec des entreprises pour leur faire découvrir un métier... C'est marrant, cette découverte d'un métier, ça me rappelle vaguement quelque chose... Ah ouiiii, l'immersion, c'est ça.

Sauf que cette dernière est gratuite alors que l'"ambassadorat" coûte 80€ pièce à France Travail.

Après un test réalisé à la Réunion, la DG veut généraliser cette prestation à compter du mois d'avril. Objectif : 100 000 "rencontres" et 2 millions d'€ dans la poche de MyJobGlasses. C'est sûr que les réceptions de l'Ambassadorat vont bien se dérouler avec ça. Du bon chocolat avec une bonne petite noisette à l'intérieur. Les écureuils vont bien se gaver.

De notre côté, il nous sera demandé d'orienter vers MyJobGlasses et d'enregistrer les privés d'emploi sur leur plateforme numérique.

Une nouvelle externalisation de nos missions : une nouvelle "ubérisation" de l'accompagnement, une probable pression à la prescription pour les Agents sans, de surcroît, aucune garantie de la DG sur la sécurisation des données ni sur leur utilisation par MyJobGlasses.

Elle est pas belle la vie ?



MSA Mère

Premier bilan pour l'expérimentation MSA avant un déploiement prévu en octobre. Pour les Essentiel, on expérimente désormais deux modalités de mise en œuvre : l'une avec un conseiller référent unique avec orientation vers des activités internes mutualisées ou des prestataires, l'autre dans laquelle plusieurs conseillers gèrent un portefeuille de plus de 1500 DE avec orientation vers des activités internes mutualisées.

Encore une fois, des changements de portefeuilles devraient être effectués à la sauvage. Encore une fois, usagers et conseillers devraient morfler. Encore une fois, la pression devrait être mise sur ces derniers pour remplir les "objectifs" dans des délais toujours plus courts.

Est-ce vraiment Indispensable ?

MISSION

Et à part ça... vous allez être surpris.

Disponible dès la semaine prochaine

Vous pensez connaître vos collègues ? Vraiment ?

Attendez d'entendre la suite.

Poker, chant, batterie, Djing, football, couture, engagement associatif... Ils sont nombreux, et ils ont accepté de se raconter autrement.

Une anecdote marquante. Un objet qui les définit. Et surtout, une passion qui en dit long.

"Et à part ça", c'est notre nouveau podcast interne : un format inédit, sincère et inspirant, où ce qui nous anime en dehors du travail révèle aussi ce qui fait notre force au quotidien.

Rendez-vous tous les 15 jours, dès la semaine prochaine.

On a tous mis beaucoup d'énergie dans ce projet, à vous maintenant de tendre l'oreille... et de (re)découvrir vos collègues comme jamais.



Savoir que mon collègue est fan de **bondage** ou de **taxidermie**, est-ce vraiment Indispensable ?

D'autre part, on aimerait savoir qui se trouve à la manœuvre pour sélectionner les "bons profils" ?

Un engagement associatif dans une association d'aide aux migrants (de tous les migrants, avec des ukrainiens mais pas que...), est-ce qu'on peut en parler ?

Si vous avez d'autres questions, n'hésitez pas !



RESSOURCES HUMAINES

Demande d'attestation sur OSIRHIS





Seum Seum Seum, fais-nous voir le ciel
Seum Seum Seum, fais-nous du soleil



Voilà ce qui arrive quand on soumet un **mauvais accord** à un **processus réellement démocratique** - c'est-à-dire sans l'influence de faiseurs d'opinions grassement rémunérés par des milliardaires idéologues type Bolloré, Stérin, Arnault...

Par les temps qui courent, on ne va pas boudier notre plaisir.

Certes, étonnamment, ce plaisir ne semble pas partagé par la DG mais...c'est pas grave. **Nous on kiffe** et pour une fois que c'est dans ce sens, profitons-en !



Objet : Résultat du référendum relatif à l'accord GEPP

Madame, Monsieur,

Du 12 au 19 mars, vous étiez invités à participer au référendum relatif à l'accord GEPP. Vous avez été plus de 24 000 à vous exprimer et nous vous en remercions.

Cette participation témoigne de l'importance que vous accordez aux sujets qui concernent votre avenir professionnel et constitue une expression forte de notre dialogue social.

Cet accord visait à mieux rendre visibles les parcours professionnels, les possibilités de formation, l'accompagnement du développement des compétences ainsi que les passerelles entre les métiers.

À l'issue du scrutin, cet accord a été rejeté à 62,11%. En conséquence, les mesures qu'il prévoyait ne seront pas mises en œuvre.

Conformément à nos obligations légales et conventionnelles et donc dans le cadre actuel, nous continuerons à accompagner les agents dans le développement de leurs compétences, en cohérence avec les enjeux de la transformation déjà engagée, dans un objectif commun : améliorer durablement le service rendu aux usagers et les conditions d'exercice de chacun.

Bien cordialement,

Seum

L'Essentiel est dans...le fiel

Pour le matin léger, on repassera.

Ni ciel ni miel, pour les collègues en Essentiel, c'est le bordel !

A minima 500 DE, marche ou crève, telle est désormais la nouvelle consigne véhiculée sur de nombreux sites.

Rien à carrer que les attentes dégueulent, que les bilans explosent et que les CVM disjonctent.

Des appels à la pelle, des visios il en faut, des info-co c'est pas de trop et, surtout, surtout, vous allez nous signer du contrat d'engagement.

La quoi ? La qualité ??? C'est quoi ?

Vous recherchez du quoi ? Du sens au travail ? C'est quoi cette nouvelle lubie ? Et puis quoi encore ? Pourquoi pas du bien-être aussi pendant que vous y êtes ! Pffff

Puisqu'on vous dit qu'il nous faut du chiffre.

De l'abattage, un sentiment malaisant d'assurer un service dégradé et de délivrer des conseils de forcément moindre qualité ? Bienvenue dans l'Essentiel attendu.

Concourir au retour rapide à l'emploi ? Une vaste blague.

Et pour la "segmentation fine" et la "communication ciblée", oui, évidemment, on repassera.

En ce moment donc - et pour combien de temps, on n'en sait rien - l'Essentiel c'est Intensif



Heureusement y'a l'Intensif

Bon, pour les collègues en acco Intensif, c'est pas non plus le 3 étoiles.



Et ça reste même totalement indigent et indigeste.

Dans l'esprit du temps, on est surveillés, contrôlés, contraints et il faut répercuter ça sur nos usagers.

Alors, ce sera minimum deux contacts par mois : un physique et un téléphonique. Ou alors non, on vient d'apprendre qu'il peut s'agir d'une MER - mais si, rappelez-vous, la MER c'est ce truc congelé que l'on devait déjà tous faire il y a quelques années pour assurer un "service" de qualité. Mouaaarf ! Du réchauffé quoi !

Ah non, mea culpa, finalement, il faut un ratio de 3 MER pour un entretien. Attends, on vient de me dire l'inverse !?

Bref, tout le monde est aussi perdu de ce côté là.

Et, par expérience, on sait déjà tous que, pour un accompagnement "Intensif" de 6 mois, on ne rencontrera le DE que 3 fois, au mieux.

Et après ? Ben après rien. Puisque l'interdiction de délivrer un nouvel accompagnement Intensif à l'issue du 1er est désormais actée, il faudra "router" la personne vers un portefeuille Essentiel.

Heureusement que l'on dispose de **super-pouvoirs** parce que, sinon, ce serait la merde pour nos usagers en demande...

Avant...après

Et avant l'une de ces deux modalités, ben il y a l'EDO. Et qu'est-ce qu'on doit y faire en EDO ? Qu'est-ce qu'on doit y faire en EDO ???

Oui, toi, là-bas, au fond ! Ben, je sais pas Monsieur.

Si si, j'ai écouté mais il y a déjà eu 48 versions alors j'ai pas bien compris. Je m'y suis un peu perdu.

Et ta voisine ? Elle, Monsieur, elle fait autrement. Et sa copine, elle fait encore différemment.

Heureusement que la DG pense à tout, elle ! Bon peut-être pas à ce qu'il adviendra aux DE à l'issue de leurs accompagnements respectifs.

Bon, peut-être pas non plus aux conséquences opérationnelles (le Bordel) de leurs changements, modifications, ajustements, pas de côté, hésitations, attermoissements, absences de réponse et de systématisation à outrance...mais faut pas trop leur en demander.



EDE : Équipes Délicatement Éventrées ?



A bas bruit, beaucoup d'EDE se voient mettre la pression sur leurs activités.

Du fait de la rareté des offres dans de nombreux bassins, plusieurs collègues des équipes entreprises ont des échanges informels étranges avec leurs responsables : "ça fait longtemps que tu es sur l'EDE, il serait peut-être temps de changer" ou, plus surnois, "tu n'as pas envie de faire autre chose ?" voire même des "on ne pourra pas garder tout le monde dans l'équipe".

A priori, Opéra (le logiciel qui détermine la répartition RH des agents) a dû tourner et afficher des résultats peu concluants sur les activités de recrutement.

Mais il ne faut pas l'afficher, notre Président de la République ne serait pas content que France Travail communique sur l'absence de...Travail. Et puis, le nom France Toucourt serait encore un peu plus difficile à porter...

D'autre part et surtout, ce serait effectivement plus dur de communiquer sur le "chômeur fainéant".

Amputations hiérarchiques



Le DG a été très clair à ce sujet. Si les mots choisis ne sont pas exactement ceux qu'il a prononcés, il a clairement affiché qu'il y avait trop de strates hiérarchiques à France Travail.

En 1er lieu, dans sa ligne de mire : les DDD (Directeurs Départementaux Délégués, ex.DTD) et les DAAFT (Directeurs Adjoints).

On le sait, ce n'est pas la ligne hiérarchique qu'il veut alléger mais bien la masse salariale...



BIPE BIPE



Allez, c'est reparti pour un tour de BIPE (Baromètre Interne Pôle Emploi) devenu désormais, par la force des choses, le BIFT.



Alors qu'en faire ?

Y répondre en exprimant clairement son mécontentement tout en sachant qu'il n'en sera rien fait à l'exception de pansements sur des jambes de bois ?

Ou ne pas y répondre au risque de constater des résultats certes statistiquement non représentatifs mais trop bons pour être honnêtes.

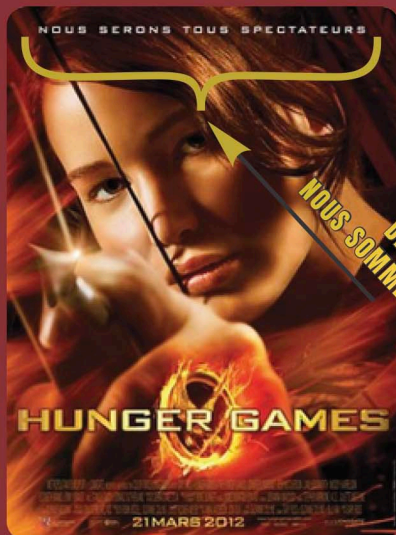
A la CGT, nous sommes partagés. Mais ce qui est sûr, c'est que nous n'en attendons rien. Que ça ne sert à rien.

Hunger Games

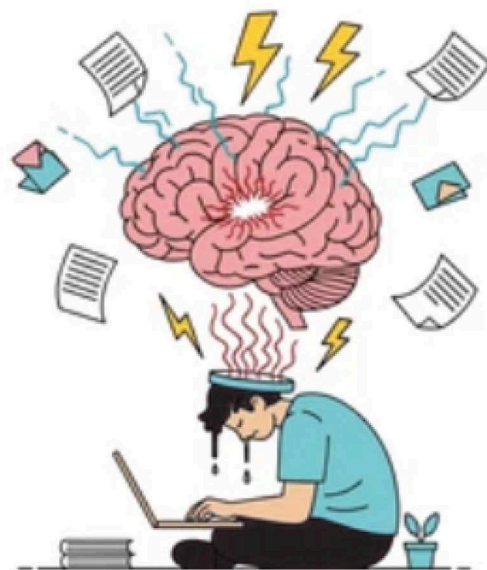
Prendre un rendez-vous
(972 rendez-vous à venir)

Et ce n'est même pas un fake...

Certains DE, probablement pour tenir les engagements contenus dans le contrat du même nom - ou simplement par exaspération du flicage perpétuel que l'on nous demande de mettre en oeuvre - se positionnent sur "quelques" actions.



DE CE DRAME, NOUS SOMMES TOUS ACTEURS



Intéressante question !

Save the date "la charge mentale, comment m'en libérer" le vendredi 20 mars 2026 à 13h30



*HDF Gouvernance et Interventions

À : _Idr HDF Internes Tous

Cc : O *HDF Gouvernance et Interventions



Ven 13/03/2026 15:45

Début de réponse :

en ne me collant pas un webinar supplémentaire lors d'une après-midi durant laquelle je peux déjà, au choix, rattraper mon retard, effectuer enfin le travail que je voulais réaliser mais pour lequel je ne trouvais pas de temps ou poser mon après-midi pour gagner un temps de repos supplémentaire après une semaine, comme toutes les autres, chargée...

"The road to hell" (Chris, REA...)

Les 11 et 12 mars, la Feuille de route 2026 a été présentée en CSE Central.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est de pire en pire :

-Baisse de 1038 emplois temps plein cette année et moins 3700 minimum sur la période 2025-2027

-Dans le même temps, on nous demande +15 à +25% d'activité sur tous les indicateurs — accompagnement intensif (+15/20%), prospection (+25%), contrôles de la recherche d'emploi (+15%)

-Baisse des dépenses d'intervention de 160 million d'€, des aides au développement de compétences de 109,7 M€ et AIF désormais recentrées sur les seules formations affichant un taux d'accès à l'emploi supérieur à 70%

-Désormais aussi, ce sont pas moins de 5 millions de privés d'emploi qui sont considérés comme prioritaires (jeunes, seniors, personnes handicapées, allocataires du RSA, résidents QPV), soit 64% de la DEFM. Ce qui veut dire qu'il nous faudra cravacher encore plus pour 2/3 des personnes que l'on accompagne

-Enfin, 363,9 M€ de prestations sont actuellement externalisées ce qui confirme la privatisation rampante de notre Service public.

Seule bonne nouvelle dans cet océan de daube, la Cour des comptes a considéré que le déploiement de l'IA à France Travail faisait preuve d'une gouvernance défailante sans aucune évaluation d'impacts sur les métiers et conditions de travail, après juste 6 ans de déploiement, et démontraient des violations juridiques massives. Voilà voilà...



Les 10 bonnes nouvelles...Et c'est déjà pas mal

- Londres adopte une loi historique pour créer la première génération "sans tabac" : la vente de cigarettes sera définitivement interdite aux personnes nées après 2009, même après leur majorité
- Le Tribunal administratif de Marseille annule six arrêtés autorisant des tirs sur les loups, jugeant illégal de considérer que les troupeaux bovins ne peuvent pas être protégés autrement que par l'abattage
- Le Chili devient le premier pays du continent américain certifié pour l'élimination totale de la lèpre, marquant l'aboutissement de plusieurs décennies de lutte sanitaire
- A partir de 2026, Séoul prévoit de récompenser les habitants qui parviennent à réduire le poids de leurs déchets alimentaires
- La Cour suprême de l'Inde demande la mise en place d'une politique nationale pour distribuer gratuitement des protections hygiéniques dans les écoles
- Après plus d'un siècle d'absence, des saumons sauvages reviennent dans leurs rivières d'origine en Californie grâce à d'importants travaux de restauration écologique
- Au Botswana, le regroupement nocturne du bétail réduit les attaques de lions et limite les tirs de représailles contre ces prédateurs
- La communauté de Plessé, en Loire-Atlantique, protège ses terres agricoles grâce à une stratégie foncière active pour éviter la disparition des fermes
- A Mouans-Sartoux, on nourrit les écoliers avec des produits bios et locaux grâce à une régie agricole municipale, un modèle étudié par de nombreuses municipalités européennes
- A Saint-Jean-Saint-Nicolas, un collectionneur tente de sauvegarder une vaste bibliothèque dédiée à l'histoire de l'écologie afin de préserver des milliers d'ouvrages et de documents rares.



Moins de 5 bornes

Après les Maisons France Services, la DG veut désormais créer des Points Contacts France Travail, relais idéalement implantés à moins de 5 km de chaque usager.

Présentés par la direction comme une réponse aux problèmes d'éloignement géographique, et d'illectronisme, ils devraient "améliorer l'accessibilité des services et répondre aux besoins des territoires" et seraient animés par des partenaires (collectivités, associations, bénévoles, ...)

Pour nous, il s'agit d'une nouvelle externalisation du service public et d'une substitution d'Agents qualifiés par des bénévoles.

Nous avons rappelé à la DG, au passage, que l'accompagnement à l'emploi et aux droits est une mission qualifiée soumise au secret professionnel et à des obligations légales strictes, qu'il n'y avait aucune garantie pour les usagers d'obtention d'une réponse fiable, que celle-ci concerne les droits, les démarches ou les formations, et que la confidentialité des données personnelles n'était absolument pas garantie dans des locaux de tiers.

Plutôt que de créer des succursales low-cost animées par des bénévoles, la CGT a rappelé qu'il fallait :

- rouvrir les permanences locales supprimées ces dernières années
- Recruter les agents nécessaires pour permettre des déplacements réguliers dans les zones rurales et péri-urbaines
- Financer la mobilité des usagers (aide aux transports) plutôt que de déléguer à des bénévoles



LUTTES GAGNANTES OU EN COURS



Une victoire pour les salariés de France travail

En mars 2026, les agents de France travail ont obtenu une victoire après un référendum interne **contre** un accord sur la gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP). **62 % des salariés ont voté contre l'accord**, obligeant la direction à reculer sur le projet.



GRÈVE

Les vertus d'une saine éducation

Après 100 jours de grève, les éducateurs de rue de Loire-Atlantique ont obtenu de leur employeur, l'ADPS (Agence Départementale de Prévention Spécialisée, autrement dit le département) l'annulation du projet de suppression de quatre semaines de congés et des hausses de salaires nettes de 300 à 400 euros par agent.



MAIS QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR FAIRE COMME CE SERVEUR ?



Quiz : logique classe ou logique de classe ?

Notre premier ministre qui twitte, ça donne des choses surprenantes :

On y apprend ainsi que baisser la durée des allocations chômage de 3 mois permet automatiquement 15 000 retours à l'emploi.

Partant de ce constat, pourquoi donc ne pas les supprimer intégralement ? On gagnerait du temps...et de l'argent.

Sebastien Lecornu @SebastienLecornu
Le dialogue social fonctionne quand on lui laisse du temps.

Assurance chômage : accord trouvé hier soir !

- Ruptures conventionnelles : indemnisation à 15 mois au lieu de 18 pour les moins de 55 ans afin de permettre 15 000 retours à l'emploi
- Économies estimées : 500M€ /an en moyenne. Près d'1 milliard d'euro en régime de croisière.

Des mesures claires, des économies solides, des effets réels sur l'emploi. Félicitations aux partenaires sociaux.

Citations du mois :

"En ces temps de tromperie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire."

Georges ORWELL

"Le fait que les hommes tirent peu de profit des leçons de l'histoire est la leçon la plus importante que l'Histoire nous enseigne."

Aldous HUXLEY



Je souhaite adhérer au Syndicat CGT France Travail Hauts-de-France

Nom :

Prénom :

Site :

E-mail :

Tél. :

A remettre à un(e) militant(e) ou contacter : syndicat.cgt-hdf@francetravail.fr

